


Informations de base	
2025/2906(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le dixième anniversaire de la détention de l'éditeur suédois Gui Minhai, emprisonné en Chine	
Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Chine	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
09/10/2025	Décision du Parlement	T10-0225/2025	Résumé
09/10/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2906(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2 Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0412/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0414/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0429/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0431/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0433/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0435/2025	06/10/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0225/2025	09/10/2025	Résumé

Résolution sur le dixième anniversaire de la détention de l'éditeur suédois Gui Minhai, emprisonné en Chine

2025/2906(RSP) - 09/10/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 546 voix pour, 3 contre et 44 abstentions une résolution sur le 10e anniversaire de la détention en Chine de l'éditeur suédois Gui Minhai.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew, Verts/ALE et The Left.

Citoyen suédois, Gui Minhai, éditeur et copropriétaire de la maison d'édition Mighty Current à Hong Kong, connue pour publier des ouvrages critiques à l'égard des dirigeants chinois, a été enlevé en Thaïlande en octobre 2015, puis emprisonné en Chine.

En février 2020, Gui Minhai a été secrètement condamné à 10 ans de prison par un tribunal chinois pour «avoir illégalement fourni des renseignements à l'étranger». Gui Minhai se voit toujours refuser tout contact avec sa famille, ce qui suscite de vives inquiétudes quant à son état de santé après une décennie de détention.

Le Parlement a réitéré son appel en faveur de la libération immédiate et inconditionnelle de Gui Minhai. Les autorités chinoises sont invitées à :

- lui permettre d'accéder immédiatement à des soins médicaux indépendants de son choix, ainsi qu'à voir sans entrave sa famille, un représentant légal de son choix et des fonctionnaires consulaires;
- mettre fin à la censure, au harcèlement et à l'intimidation des éditeurs, des écrivains, des journalistes et des universitaires;
- mettre fin à la pratique des détentions arbitraires et des aveux forcés, et libérer immédiatement toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs libertés fondamentales, y compris les avocats, les journalistes, les artistes, les représentants des minorités et les défenseurs des droits de l'homme.

La résolution appelle le SEAE, la Commission et les États membres à continuer de soulever son cas à tous les niveaux des relations entre l'UE et la Chine, à garantir la protection des citoyens de l'UE à l'étranger, et exhorte la Chine à libérer Gui Minhai et à fournir des informations sur son état et sa localisation.

Enfin, les députés ont vivement exhorté la Chine à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.